

# «Je voudrais éviter que la routine s'installe»

Interview avec le ministre du tourisme Guy Parmelin sur le message sur la promotion économique 2020-2023, le partenariat social, Schengen et l'obligation d'annonce.



Le conseiller fédéral Guy Parmelin, à la tête du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a répondu aux questions de htr hotel revue.

Bild: Remo Neuhaus

## **Monsieur le Conseiller fédéral, vous considérez-vous comme un agriculteur ou comme un vigneron?**

**Guy Parmelin:** La ferme que je gérais avec mon frère était au départ une exploitation hybride qui associait agriculture, production laitière et viticulture. Mon frère était davantage spécialisé dans cette dernière, mais le week-end, nous trayions les vaches à tour de rôle et j'ai quant à moi aussi traité la vigne. Je suis donc agriculteur et vigneron. Le canton de Vaud - où vous avez vos racines - s'apprête à vivre la Fête des Vignerons, une gigantesque manifestation qui n'a lieu que tous les 20 à 25 ans.

### **L'ouvrirez-vous officiellement?**

Non, pas exactement. Mais je participerai à la cérémonie d'ouverture. Il n'en a toutefois pas toujours été ainsi. Lors de l'édition de 1977, ma grand-mère avait voulu offrir des billets d'entrée à ses petits-enfants. Mais, alors âgé de 18 ans, je n'avais que le football en tête, ce qu'elle avait beaucoup de mal à accepter. Ultérieurement, j'ai amèrement regretté mon manque d'intérêt.

### **La Fête des Vignerons s'adresse-t-elle exclusivement à la Suisse romande ou à toute la Suisse?**

Je crois que cette fête appartient à toute la Suisse. Les Suisses alémaniques s'y rendent d'ailleurs volontiers. Et en fin de compte, certains cantons outre-Sarine affichent également une tradition viticole et font des vins remarquables.

### **Nouveau ministre de l'économie depuis le début de l'année, vous êtes aussi ministre du tourisme. Comment avez-vous appréhendé la branche du tourisme au cours de vos cent premiers jours?**

J'ai certes rencontré plusieurs responsables, mais je n'ai pas attendu d'occuper ce poste pour me soucier du tourisme. Mon épouse et moi-même ne sommes guère friands de grands voyages à l'étranger. Nous savons que notre pays regorge de belles régions à découvrir. Et je ne pense pas qu'aux pôles d'attraction que sont Zermatt, les Chutes du Rhin, le Jet d'eau de Genève ou le Kapellbrücke de Lucerne. Mais je crois en fait que les Suisses connaissent trop peu l'offre touristique de leur pays.

### **Avec plus de 200'000 employés et une création de valeur brute d'environ 17 milliards, le tourisme apparaît également comme un important secteur économique. Est-il vraiment perçu ainsi dans ce pays?**

Il est difficile de dire comment les Suisses le perçoivent. Je crois que tous les parlementaires s'accordent à dire que le tourisme constitue l'un des pans les plus importants de l'économie suisse. Ils sont par ailleurs de plus en plus conscients que ce secteur rencontre des problèmes liés à ses conditions-cadres, notamment les devises et les coûts élevés. Les programmes que le Conseil fédéral a mis sur pied en prouvent l'importance.

### **Vous devez défendre devant le Parlement le message sur la promotion économique 2020 - 2023, que vous n'avez pas pu élaborer vous-même. Où souhaitez-vous mettre les accents? Peut-être diffèrent-ils de ceux de votre prédécesseur?**

La question est légitime. Sur le fond, le message est clair et très explicite. Je le perçois comme l'expression d'une forme de continuité et de consolidation de ce qui a été mis en place jusqu'ici. De mon point de vue, le cadre donné est dès lors adapté. Mais j'aimerais que l'on réfléchisse dès maintenant à l'avenir et que l'on anticipe l'évolution. Ce qui implique également de se remettre soi-même en question. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé une évaluation externe et neutre des prestations de Suisse Tourisme, ainsi qu'une vaste analyse de la situation et des perspectives dans les régions de montagne. Un regard critique de l'extérieur sera certainement bénéfique. Il nous fera voir quels sont nos problèmes. Notre soutien est-il toujours adéquat? Investissons-nous dans les bons secteurs, notamment celui de la numérisation? Et ce que nous faisons aujourd'hui générera-t-il de la valeur ajoutée demain? Telles sont les questions que nous devons nous poser dès à présent pour changer peut-être certains accents prochainement.

## **Les associations touristiques s'engagent pour l'augmentation du budget alloué à Suisse Tourisme. Qu'en pensez-vous?**

Le Conseil fédéral a clairement exprimé sa position: la somme se montera à 220,5 millions en lieu et place des 240 millions demandés. Si vous me permettez un petit retour en arrière: pour la période 2016 – 2019, 210,7 millions ont été mis à disposition. Le Conseil fédéral est d'avis que l'augmentation revendiquée est exagérée et pense que le secteur du tourisme connaîtra une reprise dans les années à venir. Vous allez me dire que les chiffres de janvier et février indiquent plutôt l'inverse et que cette augmentation substantielle de la manne fédérale serait justifiée. Mais vous savez, si je considère mon seul département, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de la formation, tous veulent davantage de moyens, davantage d'argent. La situation ne peut toutefois pas toujours se mesurer à l'aune des taux de croissance. Même les hautes écoles ne sont pas des vaches sacrées! Il s'agit plutôt de montrer concrètement – et précisément – à quoi serviront ces deniers. Où investissez-vous? Quel est l'effet de levier? Existe-t-il des synergies, peut-être avec les cantons? Planifiez-vous des projets particuliers? Une forme d'anticipation s'impose.

## **Songez-vous à remettre aussi en question la stratégie touristique de la Confédération approuvée fin 2017?**

Stratégie touristique et message sur la promotion économique doivent concorder. L'objectif consiste ainsi à maintenir l'impact de cette stratégie. Qui n'est d'ailleurs pas le fruit du hasard; il s'agit de l'analyser et d'en tirer les enseignements pour la prochaine stratégie. Mais j'aimerais éviter – permettez-moi ici d'exagérer – que tous les quatre ans, sur la base d'ajustements mineurs, l'on engage de nouveau 220, 210 ou 230 millions; tantôt un peu moins, tantôt un peu plus. Je voudrais éviter que la routine s'installe.

## **Où voyez-vous les priorités?**

J'aimerais que nous abordions les perspectives dans les régions de montagne. Que faire pour que les jeunes, à l'issue de leur formation, y retournent et les fassent vivre à nouveau? Les problèmes naissent déjà dans le cadre de l'aménagement du territoire. Tout le monde plaide en faveur d'un environnement intact, ce qui ne résout en rien la question liée à la population locale: une fois qu'elle a quitté les lieux, il ne reste que des chalets vides, des lits froids et des infrastructures à l'abandon. Et si nous ne sommes pas capables de relever le défi du réchauffement climatique, nous assisterons à une désertification de ces régions. C'est donc maintenant que nous devons discuter de tous ces sujets. La stratégie touristique de la Confédération met en exergue l'encouragement de l'entrepreneuriat. Et c'est tant mieux. L'entrepreneuriat est nécessaire partout. Vous pouvez bénéficier de la meilleure formation et maîtriser les nouvelles technologies, mais si vous n'êtes pas en mesure de faire preuve d'anticipation, ni de dynamiser l'évolution et les progrès dans votre entreprise ou votre secteur, en fin de compte, vous rencontrerez un problème. Par ailleurs, l'hospitalité est, et reste, un facteur absolument crucial dans la branche du tourisme.

**La votation populaire du 19 mai sur la révision de la loi sur les armes met en jeu les accords de Schengen, également importants pour le tourisme. Allez-vous vous engager? Le cas échéant, de quelle manière?**

Le Conseil fédéral s'est prononcé en faveur de la révision de cette loi car il l'estime appropriée. Pour ce faire, il a exploité toute la marge de manœuvre dont il disposait. J'ai relayé le message du Conseil fédéral en faveur de la loi sur la télévision et radio romandes. En l'occurrence j'ai joué - et joue encore - mon rôle de ministre de l'économie. A chaque occasion - je donne régulièrement des conférences devant des milieux intéressés -, je rappelle la nécessité de soutenir le Conseil fédéral.

**Comprenez-vous l'inquiétude qui gagne précisément notre branche?**

Oui. Je suis pleinement conscient que la situation se compliquerait si nous étions soudainement exclus de l'espace Schengen. C'était aussi l'une des raisons pour lesquelles la Suisse a rejoint ce dernier, outre l'aspect lié à la migration et à la sécurité, que l'on ne peut pas non plus négliger.

**Vous êtes également ministre du travail et savez qu'à l'image d'autres secteurs, nous sommes concernés par l'obligation d'annonce. Etes-vous prêt à réviser la loi sur la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration, au moins pour réduire les surcharges administratives qui pèsent sur les entreprises?**

Il s'agit notamment de mieux répartir les coûts entre la Confédération et les cantons. La loi en question fera l'objet d'un débat au Parlement, après quoi nous devrons aller de l'avant. S'agissant de l'exécution matérielle, le Conseil fédéral a reconnu la nécessité d'agir. Nous instaurerons des simplifications dans le cadre de la loi sur le financement et des ordonnances. Suite à l'intervention et à l'audition des associations sectorielles, il est prévu d'édicter une nouvelle liste des genres de profession. On m'a cité des cas où différents métiers sont captifs d'une trame trop généraliste, notamment celui - célèbre - du cuisinier, alors que de toute façon, on n'en trouve pas. L'OFS et le Seco sont prêts à améliorer la situation. La mise en place de la nouvelle ordonnance prendra simplement encore un peu de temps.

**Une question sur le partenariat social. A vos yeux, qu'est-ce qui revêt la plus grande importance: les lois cantonales sur le salaire minimum ou la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail?**

Dans ce pays, le partenariat social est à mon avis prioritaire. Et doit le rester. Je vais aussi m'engager dans ce sens car j'ai pris conscience que la confiance doit être restaurée entre les partenaires sociaux. Cela dit, je considère ici le département et le Seco comme des intermédiaires entre ces derniers et non comme des interventionnistes. Les partenaires sociaux doivent se parler, se trouver. S'ils n'y parviennent pas, il peut être fait appel au Seco. Nous pourrions alors essayer de leur soumettre des propositions pour les aider. Mais notre rôle ne consiste pas à nous immiscer dès le début.

**Une dernière question au ministre du tourisme. Où passerez-vous vos prochaines vacances helvétiques?**

Certainement à Villars. Nous y possédons un studio que nous devons rénover. Nous aurons du travail pendant l'été.

**Alors pas de vacances?**

Si, si. Nous pouvons très bien travailler une heure puis partir en randonnée, rencontrer des amis ou déguster une raclette. Un équilibre parfait entre vie professionnelle et vie privée.

*Traduction Régis Gobet (version allemande [ici \(https://www.htr.ch/story/nicht-in-der-routine-erstarren-23364.html\)](https://www.htr.ch/story/nicht-in-der-routine-erstarren-23364.html))*

Propos recueillis par Christophe Hans et Gery Nievergelt  
Publiziert am Donnerstag, 18. April 2019